



Compte rendu du CTL du 23 septembre 2019

L'ensemble des organisations syndicales du département a siégé ce matin au CTL. Après lecture d'une déclaration liminaire musclée (ci-jointe), nous avons écouté les propositions de Mr Girault sur une phase 2 du projet « nouveau réseau de proximité »

Après un été de mobilisation et une journée de grève, le 16 septembre, au score inégalé depuis longtemps : 66,46%, les agentes et les agents du Morbihan étaient en droit d'attendre des réponses concrètes à leurs revendications.

Hélas, il n'en est rien. Il n'aura lâché que quelques miettes sur Auray :

Implantation d'un Service de gestion Comptable, maintien d'une vague antenne du SIP + une éventuelle implantation d'un service vannetais ? La suppression du SIE reste malheureusement confirmée. Le tout serait logé dans de nouveaux locaux restant à trouver.

Les suppressions des SIE de Pontivy et Ploërmel, du SIP de Ploërmel ainsi que celles des trésoreries de proximité sont confirmées. L'intégralité de la mission cadastrale est transférée à Ploërmel.

Suivant les directives du Ministre, notre DDFIP ne fermera aucune trésorerie en 2020. Cela serait sans lien avec la tenue des élections municipales cette même année !

Le directeur reconnaît que la suppression de services à Auray n'était pas une bonne décision dans le cadre de l'aménagement du territoire. Dommage qu'il ne nous ait pas plus entendu avant (voir PV du CTL du 11 juin).

Aucune réponse claire ne nous a été donnée en termes de suppressions d'emplois à venir. Il évoque 1 % annuel du volume national.

Le flou le plus total demeure quant à l'organisation du dispositif des points de contact DGFIP...MSAP, MFS, ex-trésoreries. La présence des agent·es des Finances Publiques n'y serait pas permanente et aurait vocation à être pourvue par une « équipe mobile » sur le schéma des EDR.

On observe un recul sur le calendrier, Mr Girault souhaite attendre la Toussaint pour décider de notre sort.

Devant tant d'indifférence face à nos revendications, nous avons quitté la séance sur cette déclaration commune :

« Nous sommes venus et avons écouté avec attention votre présentation en espérant que vous auriez pris en compte les mobilisations qui ont jalonné l'été, confirmées par le résultat de la grève du 16 septembre inédit depuis 1989.

Notre déception est grande et les modifications à la version initiale que vous nous avez apporté, apparaissent comme insuffisantes et inacceptables au regard de la mobilisation des agent·es, des élu·es et des usagers.

Pour l'intersyndicale des Finances Publiques, cela est totalement insuffisant et nous ne souhaitons pas cautionner une pseudo-concertation.

En conséquence, nous ne prolongerons pas cette réunion. ».